

---

## Concertation dans les territoires sur la transition écologique : l'AdCF plaide pour une feuille de route claire et une nouvelle méthode

---

Le président de l'Assemblée des Communautés de France, **Jean-Luc Rigaut**, a été reçu par le Premier ministre **Edouard Philippe**, ce jeudi 29 novembre, aux côtés des représentants des associations de collectivités membres du Conseil national de la Transition écologique (CNTE)\*. Cet échange avait pour objectif de **définir les objectifs et la méthode des concertations décentralisées** que le gouvernement entend engager dans les prochains mois suite aux déclarations du Président de la République.

Jean-Luc Rigaut a rappelé que l'AdCF a pleinement conscience des fractures sociales et territoriales auxquelles notre pays est confronté depuis de nombreuses années, notamment depuis la crise de 2008 dont elle avait évalué les impacts territoriaux. L'AdCF a d'ailleurs remis au gouvernement, dès le mois de juillet dernier, ses [analyses et propositions pour une nouvelle politique de cohésion territoriale](#).

La fragilisation économique de nos bassins de vie et d'emploi, la vulnérabilité de nombreux ménages et leur exposition très forte aux coûts de l'énergie... sont des réalités pleinement connues des élus locaux. Jean-Luc Rigaut a mis en exergue le poids des « dépenses contraintes » qui pèsent de manière croissante sur le budget des ménages à travers le logement, le transport et l'énergie. « *C'est sur ce tryptique qu'il faut agir sans tarder, à travers des actions concrètes et visibles dans les territoires* ».

### **Pour une action publique plus lisible et plus proche des territoires**

Le président de l'AdCF a souhaité que les réponses soient de portée immédiate tout en ouvrant des perspectives plus larges sur l'organisation de nos territoires et bassins de vie quotidienne. « *Il faut absolument redonner du sens et des perspectives aux très nombreux territoires qui se sentent abandonnés ou déclassés. Mais il faut aussi repenser en profondeur nos modes d'urbanisation et de développement* ». L'AdCF et le millier d'intercommunalités qu'elle représente sont disposées à s'engager pleinement sur ces sujets placés au cœur de leurs stratégies et compétences (transports locaux, aménagement et urbanisme, habitat, environnement, économie et emploi...).

L'AdCF appelle depuis de nombreux mois à une nouvelle contractualisation territoriale, à l'échelle de bassins de vie et d'emploi cohérents. « *Le moment est venu de sortir des politiques en silos, des appels à projets tous azimuts*, a expliqué le président de l'AdCF. *Il faut également s'appuyer sur les territoires et les acteurs publics locaux comme tiers de confiance pour bien gérer les crédits publics, en lien avec les demandes sociales* ».

L'AdCF plaide également pour que les prélèvements opérés par l'Etat au titre de la fiscalité « verte » soient plus clairement affectés au service de la transition écologique dans les territoires. Elle considère qu'une part de la taxe carbone doit financer des actions locales en faveur des mobilités du quotidien. Elle plaide pour que les prélèvements opérés par l'Etat sur les services publics de gestion des déchets (TGAP) soient intégralement affectés à l'économie circulaire. Elle demande la fin des ponctions sur les agences de l'eau qui sont autant d'argent manquant pour l'entretien de nos réseaux d'eau et d'assainissement. Ces demandes ont été réaffirmées dans [les résolutions de l'AdCF lors de sa dernière convention nationale](#) (3-5 octobre).

\***Jean Rottner**, président de la région Grand Est représentait Régions de France, **Philippe Laurent**, maire de Sceaux, représentait l'Association des Maires de France.

---